



Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité
Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Direction de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins
Sous-direction des professions paramédicales
et du personnel hospitaliers
Bureau des ressources humaines
et de la vie au travail (P2)

Personne chargée du dossier :
Brigitte Cheminant
tél. : 01 40 56 59.59
fax : 01 40 56 58.46
mél. brigitte.cheminant@sante.gouv.fr

Le ministre du travail, des relations sociales, de la
famille et de la solidarité
La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et
de la vie associative

à

Mesdames et Messieurs les directeurs d'agences
régionales de l'hospitalisation
-pour mise en œuvre-

Mesdames et Messieurs les préfets de région,
Directions régionales des affaires sanitaires et
sociales
-pour information-

Mesdames et Messieurs les préfets de département
Directions départementales des affaires sanitaires et
sociales
-pour mise en œuvre-

CIRCULAIRE N°DHOS/P2/2008/207 du 23 juin 2008 relative à la prévention des cancers d'origine
professionnelle dans la fonction publique hospitalière
Date d'application : immédiate
NOR : SJSH0830451C (texte non paru au journal officiel)
Classement thématique : Etablissements de santé - Personnel

Résumé : Les cancers d'origine professionnelle sont devenus un problème de santé publique préoccupant, comme l'a constaté le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Il est donc apparu nécessaire de rappeler aux autorités hospitalières la protection qu'elles doivent à leurs agents en la matière, ainsi que l'appui que peut leur apporter le Fonds national de prévention pour établir les démarches de prévention correspondantes.

Mots-clés : : cancers d'origine professionnelle- prévention

Textes de référence : Code du Travail art. R 4121-1
Code de la Sécurité Sociale art. L461-1 et suivants

Textes abrogés ou modifiés : néant

Annexes :

Diffusion : les établissements sous tutelle doivent être destinataires de cette circulaire, par l'intermédiaire des services déconcentrés, selon le dispositif existant au niveau régional.
--

La Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), au sein de laquelle est placé le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, a appelé mon attention sur les cancers d'origine professionnelle. Ceux-ci font partie des thèmes retenus comme prioritaires par le Fonds national de prévention dans son programme d'actions 2007-2009.

Le risque cancérogène comporte des spécificités : latence parfois longue entre l'exposition et la survenue de la maladie, multiplicité et méconnaissance des agents cancérogènes, sous-déclarations des pathologies cancéreuses d'origine professionnelle.

Le Fonds a constaté que des mesures avaient été prises par les établissements de santé pour protéger la santé des salariés : sensibilisation au risque cancérogène, réduction des expositions, substitution. Cependant, il apparaît nécessaire de rappeler aux établissements leurs obligations sur la protection qu'elles doivent à leurs agents sur cette affection qui constitue un problème de santé publique préoccupant.

L'article 3 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail fait obligation aux directeurs des établissements de santé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de leurs agents.

Ils sont également tenus d'établir un document unique évaluant les risques identifiés pour la sécurité et la santé de leurs agents, en application de l'article R 4121-1 du code du travail applicable aux établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Ce document doit être tenu à la disposition des membres du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ou, à défaut de celui-ci, du comité technique d'établissement. J'appelle votre attention sur le fait que les risques relatifs aux cancers d'origine professionnelle font partie de ceux qui doivent être évalués dans ce document unique.

A cet égard, il convient de rappeler que l'origine du cancer peut être établie, sur le fondement de l'article L 461-1 et suivants du code de la sécurité sociale, de deux façons. Il peut s'agir soit d'un cancer figurant sur la liste des maladies présumées d'origine professionnelle et figurant à l'annexe III du livre IV du code de la sécurité sociale, soit d'une maladie ne figurant pas sur cette liste, mais dont l'origine professionnelle aura été reconnue par la caisse primaire d'assurance maladie après avis du comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles.

Le Fonds national de prévention, conformément à ses missions énoncées par la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel, et à son programme d'actions pour 2007-2009, se tient à la disposition des établissements de santé pour les aider à élaborer des démarches de prévention en ce domaine et, en particulier, à établir le document unique d'évaluation des risques. Il a vocation à apporter son appui méthodologique et financier. Toutes indications utiles peuvent être trouvées à cet effet sur le site du Fonds national de prévention, www.fnpc.nracl.fr.

Par ailleurs, il doit permettre aux établissements de santé de présenter chaque année, en vertu du décret du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité dans la fonction publique hospitalière, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou au comité technique d'établissement : le rapport sur l'évolution des risques professionnels, le programme de prévention qui fixe la liste des réalisations ou actions souhaitables d'entreprendre dans l'année à venir.

Vous voudrez bien assurer sans délai la diffusion de la présente circulaire aux établissements de santé et me tenir informée des difficultés susceptibles d'être rencontrées dans la mise en œuvre de ces mesures.

Pour les Ministres et par délégation

Annie PODEUR
Directrice de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins

Les données sont exprimées en Euros	CREDITS FMESPP, ACTIONS DE MODERNISATION SOCIALE (Enveloppe 2008) En fonction du nombre total d'ETP du PNM des établissements publics de santé et des établissements PSPH, hors médico-social (SAE 2006)
REGIONS	montants
ALSACE	1 101 129,00 €
AQUITAINE	1 359 206,00 €
AUVERGNE	701 467,00 €
BASSE NORMANDIE	792 374,00 €
BOURGOGNE	837 450,00 €
BRETAGNE	1 551 996,00 €
CENTRE	1 091 360,00 €
CHAMPAGNE ARDENNES	675 792,00 €
CORSE	119 038,00 €
FRANCHE COMTE	592 690,00 €
GUADELOUPE	142 248,00 €
GUYANE	51 560,00 €
HAUTE NORMANDIE	805 830,00 €
ILE DE FRANCE	5 746 359,00 €
LANGUEDOC ROUSSILLON	1 062 237,00 €
LIMOUSIN	450 213,00 €
LORRAINE	1 309 870,00 €
MARTINIQUE	169 460,00 €
MIDI PYRENEES	1 220 230,00 €
NORD PAS DE CALAIS	1 898 570,00 €
PROVENCE ALPES COTES D'AZUR	2 104 900,00 €
PAYS DE LA LOIRE	1 487 330,00 €
PICARDIE	968 780,00 €
POITOU CHARENTES	752 366,00 €
LA REUNION/ MAYOTTE	218 435,00 €
RHONE ALPES	2 789 110,00 €
FRANCE ENTIERE	30 000 000,00 €